

REGLEMENT DE CONSULTATION



Acheteur public

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE
32 avenue de l'Observatoire
BP 31021
25001 BESANCON Cedex 3
SITE DE DIJON

Objet du marché

Mission de contrôle technique
relative à la construction de logements étudiants - Les Climats (Phase 1)
à DIJON (21)
Marché n° 2026-006-PI

Procédure adaptée conformément aux articles L2131-1 et R2123-1 à
R2123-6 du code de la commande publique

Date limite de réception des offres : 17 mars 2026 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR.....	3
ARTICLE 2 - OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 INTITULE DU MARCHÉ	3
2.2 CODE CPV PRINCIPAL	3
2.3 DESCRIPTION DU PROJET	3
2.4 LIEU D'EXECUTION	3
2.5 ENVELOPPE PREVISIONNELLE	3
2.6 PROCEDURE DE CONSULTATION.....	3
2.7 LOTS ET TRANCHES OPTIONNELLES	3
2.8 VARIANTES	3
2.9 PRESTATIONS SIMILAIRES ET RECONDUCTION	4
2.10 CONTENU DE LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE.....	4
2.11 DUREE DU MARCHÉ DE CONTROLE TECHNIQUE	4
2.12 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	4
2.13 CONFLITS D'INTERETS.....	4
2.14 FORME DU GROUPEMENT	4
2.15 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.16 INDEMNISATION DES PARTICIPANTS.....	4
ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1 PIECES DE LA CANDIDATURE	5
4.2 PIECES DE L'OFFRE	6
4.3 DEMANDE DE PIECES COMPLEMENTAIRES	6
ARTICLE 5 - CONDITION DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
ARTICLE 6 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
6.1 EXAMEN DES CANDIDATURES	7
6.2 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 7 - NEGOCIATIONS	7
ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 9 - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
ARTICLE 11 - PROCEDURE DE RECOURS.....	8

ARTICLE 1 - ACHETEUR

L'acheteur public au sens des dispositions du code de la commande publique est :

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES 32 avenue de l'Observatoire BP 31021 25001 Besançon Cedex 3

L'acheteur est représenté par Madame Murielle BALDI, en sa qualité de directrice générale du CROUS de Bourgogne Franche-Comté.

ARTICLE 2 - OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 INTITULE DU MARCHÉ

Mission de Contrôle Technique pour l'opération Les Climats (Phase 1) à DIJON (21)

2.2 CODE CPV PRINCIPAL

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : 71631300-3 - Services de contrôle technique bâtiment.

2.3 DESCRIPTION DU PROJET

Dans une perspective de renforcement de l'offre de logements sur le campus Montmuzard, le CROUS Bourgogne-Franche-Comté envisage une opération globale de 400 à 450 logements, répartie en trois phases. Les premières études capacitaires ont confirmé la faisabilité technique et économique d'un développement cohérent sur le périmètre considéré.

La présente consultation concerne la première phase de l'opération Les Climats et correspond à la construction de 140 à 150 logements étudiants ainsi que quelques locaux communs et des locaux de service pour les agents du CROUS (maintenance, ménage).

2.4 LIEU D'EXECUTION

- Le lieu principal d'exécution des prestations est le terrain sur lequel la résidence sera construite. Il s'agit du 37 rue Recteur Marcel-Bouchard, 21000 Dijon.
- Certaines réunions pourront avoir lieu chez la Maîtrise d'ouvrage :
 - Au siège du CROUS Bourgogne-Franche-Comté, 32 avenue de l'Observatoire, 25000 Besançon.
 - A son implantation locale, Pavillon SULLY – 11 rue Edgar Faure, 21000 Dijon.

2.5 ENVELOPPE PREVISIONNELLE

Le coût prévisionnel des travaux et de l'exploitation maintenance est fixé à 10,1 M€ (H.T.).

2.6 PROCEDURE DE CONSULTATION

Procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-6 du code de la commande publique.

2.7 LOTS ET TRANCHES OPTIONNELLES

Le présent marché fait l'objet d'un lot unique et ne comporte aucune tranche optionnelle.

2.8 VARIANTES

Conformément à l'article R2151-8 relatifs au code de la commande publique, les variantes à l'initiative des concurrents sont interdites.

De même, aucune variante imposée, au sens de l'article R2151-9 du code de la commande publique, n'est imposée par l'acheteur public.

2.9 PRESTATIONS SIMILAIRES ET RECONDUCTION

Il n'est pas prévu de marché de services similaires (R2122-7 du code de la commande publique), ni reconduction (R2112-4 du code de la commande publique).

2.10 CONTENU DE LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

Les éléments de mission qui sont dévolus au contrôleur technique sont définis conformément au décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif aux cahiers des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.

Les missions décrites dans le CCP, seront assurées conformément à la norme NFP 03-100 du mois de septembre 1995.

2.11 DUREE DU MARCHE DE CONTROLE TECHNIQUE

La durée prévisionnelle du marché de contrôle technique est évaluée à 46 mois dont :

- Phase préalable = 12 mois, comprenant l'analyse du programme, la procédure de dialogue compétitif et la notification du marché global de performance
- Phase conception = 10 mois d'études de conception
- Phase réalisation = 12 mois de travaux environ
- Phase de garantie = 12 mois de garantie de parfait achèvement.

Le mois de démarrage envisagé des prestations est : **mars 2026**

2.12 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le financement de l'opération est assuré par le CROUS.

Les règlements (acomptes, solde) seront effectués par mandat administratif avec un délai global de 30 jours maximum.

L'unité monétaire est l'euro.

2.13 CONFLITS D'INTERETS

Ne peuvent participer à la procédure objet du présent document, directement ou indirectement, les personnes qui ont pris part à son organisation et à l'élaboration du programme de l'opération, les membres de leur famille, descendants ou ascendants et leurs collatéraux, leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs.

2.14 FORME DU GROUPEMENT

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-22 du code de la commande publique. Cette exigence se justifie au vu de l'objet du marché, celui-ci nécessitant que le mandataire, responsable principal de l'opération, réponde des prestations de l'ensemble des membres du groupement envers l'acheteur public.

Les dispositions de l'article R2142-26 du code de la commande publique s'appliquent s'agissant de l'impossibilité faite aux groupements candidats de voir leur composition évoluer entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Au cas où le mandataire disposerait de plusieurs agences, ce dernier devra préciser laquelle de ses agences prendra en charge le projet ainsi que les moyens correspondants.

2.15 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.16 INDEMNISATION DES PARTICIPANTS

Aucune indemnité ne sera versée aux participants.

ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation se compose des pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation ;
- L'acte d'engagement ;
- Le cadre de la DPGF – Décomposition du prix global et forfaitaire, faisant également office de décomposition du temps passé par phase (DTP) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Note de présentation de l'opération ;

Le dossier de consultation est transmis par voie électronique via le Profil d'Acheteur.

Il appartient aux candidats de vérifier la composition de leur dossier. Aucune réclamation ou prorogation de délai ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

Les pièces générales visées en 3.2 du CCP, bien que non jointes au marché, sont réputées connues du contrôleur technique.

Nomenclature CPV de la mission : 71631300-3

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes. Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques (co-traitants ou sous-traitants) pour présenter sa candidature, chacun des opérateurs produira les mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières.

L'ensemble des pièces constituant les dossiers seront entièrement rédigés en langue française. Si les dossiers de candidature sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents du dossier de candidature.

4.1 PIÈCES DE LA CANDIDATURE

Pour l'évaluation de la candidature, chaque candidat devra fournir les renseignements et documents suivants :

- Lettre de candidature (formulaire DC1, DUME ou équivalent). En cas de candidature groupée, il est recommandé de ne renseigner qu'un seul formulaire DC1 ;
- Déclaration du candidat (formulaire DC2, DUME ou équivalent) ;
- Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ainsi qu'un document d'habilitation du mandataire par les autres membres du groupement si nécessaire ;
- Déclaration sur l'honneur établissant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionnés aux articles L. 2141-1 à L2141-5 ou articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur ;
- En cas de redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;
- Une copie des certificats de qualifications professionnelles ou de capacité délivré(s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents :
 - **Agrément ministériel de contrôle technique de la société ;**

- Présentation d'une liste de prestations de même nature que celles du marché, exécutées au cours des trois dernières années mentionnant l'intitulé de l'opération, les dates de démarrage de chantier, les missions CT réalisées, et les montants travaux.

Pour la présentation des éléments de leur candidature, les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du Ministère de l'Economie à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Présentation de la candidature avec le document Unique de Marché Européen (DUME) :

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME doit être transmis par voie électronique (eDUME).

4.2 PIECES DE L'OFFRE

- L'acte d'engagement, à compléter, dater et signer
- La décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) - Répartition de la rémunération par éléments de mission complétée ; faisant office également de décomposition du temps par phase
- Les éventuelles déclarations de sous-traitant (DC4)
- Un mémoire technique comprenant :
 - une note présentant la compréhension des enjeux et des contraintes, à minima concernant :
 - Le dialogue compétitif
 - Le recours à la filière hors-site
 - une note méthodologique décrivant :
 - l'organisation des missions et moyens matériels pour exécuter le marché
 - la justification des temps passés - **pour le chef de projet uniquement** - pour les **réunions** et **visites** (précisions des temps de déplacement, temps de présence en réunion dans les locaux du CROUS ou sur site, nombre de visites prévues en phase chantier...), en phase préalable, conception, réalisation et GPA.
 - CV du contrôleur technique (réfèrent) affecté au projet
 - l'organigramme de l'équipe affectée au projet le cas échéant

4.3 DEMANDE DE PIECES COMPLEMENTAIRES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur public peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de **3 jours** à compter de la demande qui leur sera faite par l'acheteur public. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature en seront informés dans le même délai.

ARTICLE 5 - CONDITION DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres seront remises par voie électronique sur le Profil Acheteur.

Elles devront parvenir avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 6 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 EXAMEN DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles et techniques, économiques et financières.

Les candidatures qui ne seront pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 4.1 après demande éventuelle de compléments ou dont les capacités sont manifestement insuffisantes ou ne respectent pas les niveaux minimaux imposés, ne seront pas admises, en application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique.

6.2 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Les offres seront analysées selon les critères de jugements suivants :

Libellé	Sous-critères	% total
1 - Prix des prestations - 40%		
Le prix sera apprécié au regard du montant total Ht figurant à l'acte d'engagement. L'offre la moins disante obtiendra la note de 40. Les autres offres seront notées comme suit :		40%
40 X Offre la moins disante/Offre considérée		
2 - Valeur technique - 60%		
Sous-critère 1	Compréhension des enjeux et des contraintes	10%
Sous-critère 2	Méthodologie	10%
Sous-critère 3	Pertinence du temps passé à la réalisation des missions	20%
Sous-critère 4	Moyens humains affectés à l'opération	20%

ARTICLE 7 - NEGOCIATIONS

L'acheteur public se réserve le droit de procéder à d'éventuelles négociations qui pourront porter sur tous les aspects du marché.

A l'issue des négociations, les candidats seront invités à remettre une offre définitive qui sera analysée au regard des critères de jugements présentés ci-dessus.

L'acheteur public se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire obligatoirement avant la notification du marché et dans les 5 jours suivants la demande du pouvoir adjudicateur, **s'il ne l'a pas déjà fait**, les pièces visées aux articles R.2143.6 et suivants du code de la commande publique, à savoir :

- L'attestation de régularité fiscale datant de moins d'1 an ;
- L'attestation sociale (dite de vigilance) datant de moins de 6 mois ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire ou son sous-traitant et soumis à autorisation de travail ou, le cas échéant, une attestation de non-emploi des salariés étrangers (articles D.8254-2 à D.8254-5 et L.5221-2 du code du travail) ;
- Les attestations d'assurance dont une assurance décennale

Si le candidat se présente en groupement et/ou s'il a présenté des sous-traitants à l'appui de sa candidature, il devra, dans le même délai, produire les pièces ci-avant pour chacun desdits cotraitants et sous-traitants.

A défaut de produire l'ensemble des pièces ci-avant dans le délai fixé, l'offre du candidat sera rejetée et il sera éliminé. Le cas échéant, le candidat suivant sera alors sollicité afin qu'il produise lesdites pièces avant que le marché ne lui soit attribué.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur public se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Dans le cas où la date limite fixée pour la remise des offres serait reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir, au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures, leur question via le Profil Acheteur.

Une réponse sera alors adressée au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite de réception des offres à tous les opérateurs économiques ayant reçu le dossier.

ARTICLE 11 - PROCEDURE DE RECOURS

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Dijon dont les coordonnées sont mentionnées ci-dessous :

22 rue d'Assas BP 61616 21016 DIJON Cedex Tel. 03 80 73 91 00 Fax.03 80 73 39 89 Mail : greffe.ta-dijon@juradm.fr
